

mines, très expérimentés. Ces hommes seraient heureux d'aider à l'exploitation de l'or et des autres richesses minérales du Canada, et seraient sans doute consentants à travailler pour leur nourriture en ces temps de crise. Pourquoi le Gouvernement n'organiserait-il pas des expéditions minières sous la direction d'ingénieurs compétents, afin d'augmenter au Canada la production de l'or par des travaux dans les mines et sur les placers. Notre connaissance des terrains aurifères du Québec septentrional, de l'Ontario et de la Colombie-Anglaise est suffisante pour nous permettre de commencer, sous une direction compétente, l'exploitation d'un certain nombre de nouvelles mines.

Je connais par hasard un terrain aurifère en Colombie-Anglaise comprenant trente concessions minières. Les propriétaires n'ont pas de capital, mais s'efforcent d'exploiter une des concessions; ils ont démontré qu'elle contient de l'or d'un rendement moyen de \$42.00 la tonne. Ce n'est là qu'un exemple de ce qui pourrait être produit si l'on se servait de nos capitaux pour exploiter les mines et augmenter les rendements d'or au Canada. On pourrait peut-être trouver plusieurs autres gisements d'égale richesse dans l'Ontario-Nord et le Québec septentrional. Dans la Colombie-Anglaise, il y a aussi l'avantage d'exploiter les placers. Là, des milliers de chômeurs, dirigés par des ingénieurs compétents, pourraient trouver de l'emploi, et le rendement serait suffisant pour leur assurer de bons salaires et pour payer sous la direction gouvernementale les frais généraux.

De plus, nous avons dépensé des centaines de mille dollars dans nos explorations géologiques au Canada, à la recherche de pétrole. Nos archives géologiques renferment beaucoup d'informations. Autant que j'aie pu l'apprendre, au cours de mes entretiens avec plusieurs géologues, on est généralement porté à croire que les quatre provinces de l'Ouest, en particulier, possèdent de grandes couches pétrolifères semblables en tout à celles que l'on a découvertes aux Etats-Unis, de la frontière internationale au Golfe du Mexique. Des particuliers ont dépensé beaucoup d'argent pour localiser les dépôts pétrolifères dans l'Ouest canadien; mais ceux qui détiennent le capital privé n'ont pas autant d'informations à ce sujet que le gouvernement du Dominion. Pourquoi le Gouvernement n'explorerait-il pas quelque peu nos terrains pétrolifères, et ne formerait-il pas, disons deux ou trois équipes par province de l'Ouest, sous la direction de géologues compétents. En tenant compte de la moyenne, ils devraient découvrir au moins deux ou trois dépôts pétrolifères de majeure importance, qui, avec le temps, seraient une source d'emploi pour des milliers d'hommes, et

procurerait au Canada toute la quantité de pétrole dont ce pays a besoin. Si l'on pouvait dépenser au Canada les \$85,000,000 que nous coûtent les produits pétrolifères étrangers, et se servir de cette somme pour exploiter nos propres ressources, cela suffirait à subvenir aux besoins d'un grand nombre de chômeurs.

J'ai lu récemment un livre de Louis Fisher, intitulé *Oil Imperialism*. Il y démontre l'importance universelle du pétrole dans les affaires des nations, depuis les jours d'avant-guerre jusqu'aux nôtres. Depuis plusieurs années, les grands hommes d'Etat de tous les pays se sont rendu compte de l'importance du pétrole; ils ont compris que ce sont les nations qui exploitent avec intelligence leurs ressources pétrolifères qui prendront une plus grande place au soleil. Il semble qu'à tous les points de vue, le Gouvernement devrait tenter d'exploiter l'industrie du pétrole au pays. Je ne recommanderais pas au Gouvernement d'entreprendre des travaux dans des industries où la surproduction existe en ce moment, telle que l'industrie de la houille. Je crois, cependant, que les taux de transport de l'Ouest canadien et des Provinces Maritimes devraient être suffisamment bas pour permettre au charbon canadien de subvenir en une bien plus grande proportion aux besoins de la partie centrale du pays. Feu l'honorable M. Reid, ancien ministre des Chemins de fer, déclara au Sénat, il y a quelques années, qu'à la suite d'une enquête faite sur le prix du transport de la houille de l'Alberta à l'Ontario, il était persuadé que ces prix ne devraient pas dépasser \$5.00 la tonne. S'ils étaient établis d'après ce taux, cela permettrait à l'Ouest canadien de faire concurrence sur le marché de l'Est pour la fourniture d'au moins 500,000 tonnes de houille. A cause de la composition fragile du charbon de l'Alberta, il a été difficile de créer pour ce dernier un plus vaste marché en l'Ontario; mais il existe des gisements houillers qui produisent du semi-anthracite d'une capacité en carbone fixe de plus de 80 p. 100, ce qui le compare favorablement au charbon de la Pennsylvanie maintenant en usage dans l'Ontario. Ces gisements pourraient être exploités, si l'exploitation en était encouragée par l'abaissement du taux de transport que j'ai mentionné.

Le Commissaire du Commerce de l'Alberta m'a fourni les données suivantes qui, j'en suis sûr, intéresseront les honorables membres de cette Chambre. Les voici:

"Voici brièvement, et telle que je la comprends, la situation. Depuis trois ou quatre ans, des expéditions de houille ont été faites à titre d'essai, et quoiqu'elles n'aient pas atteint une bien grande quantité, elles ont été suffisantes, cependant, pour démontrer qu'il y a un marché pour ce produit dans l'Ontario, à condition que cette houille puisse être vendue à un prix